

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC
N° DE DIVISION : 01-Montréal
N° DE COUR : 500-11-046783-144
N° DE DOSSIER : 41-1870562

COUR SUPÉRIEURE
(En matière de faillite et d'insolvabilité)

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE :

C.F.C. DOLMEN INC.,

personne morale légalement constituée et dûment
incorporée ayant son siège social et son principal
établissement commercial au 1001, rue du Square
Dorchester, Suite 610, Montréal, province de
Québec, H3B 1N1

Débitrice

et

RICHTER GROUPE CONSEIL INC.

Syndic

RAPPORT DU SYNDIC À LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS

Le présent rapport a pour but d'informer les créanciers quant aux affaires de C.F.C. Dolmen inc. (ci-après la « Débitrice ») et à l'état actuel du dossier. Nous tenons à mettre les lecteurs en garde du fait que certains des renseignements reflétés dans le présent rapport ont été tirés de déclarations de la direction ainsi que des livres et registres non vérifiés de la Débitrice. Le Syndic n'a pas effectué de vérification ni examiné en détail les livres et registres de la Débitrice. En conséquence, le Syndic n'exprime aucune opinion quant à la fiabilité ou à l'exhaustivité de ces renseignements.

1. Événements ayant menés à la faillite

1. La Débitrice est une compagnie qui œuvrait dans le domaine de la formation de la main-d'œuvre, principalement en ce qui concerne le domaine de la gestion des ressources humaines.
2. C.F.C. Dolmen Inc. résulte de la fusion en mars 2011 de Groupe C.F.C. Inc., spécialisé en formation, et de Dolmen Capital Humain Inc., spécialisé principalement en évaluation psychométrique et en recrutement. Au moment de la fusion des deux compagnies, le chiffre d'affaires combiné était de 16 M\$, soit 8 M\$ pour chacune des entités.
3. En janvier 2013, C.F.C. Dolmen Inc. employait une soixantaine d'employés et offrait différents services qui comprenaient la mesure et l'évaluation des compétences et du potentiel (« Psychologie »), la stratégie et conseil en management (« Optimisation »), la recherche de cadres (« Recrutement ») et la formation et le développement des compétences (« Formation »).
4. Depuis la fusion, les revenus ont chutés progressivement passant de 16 M\$ en 2011, à 13 M\$ en 2012 alors qu'ils ont été de 10 M\$ en 2013, soit plus de 37 % de baisse en 3 ans.

5. Ces mauvais résultats ont occasionnés des conflits au niveau des actionnaires, ce qui mena à une importante restructuration au cours de l'hiver 2013. Au cours de cette période, plusieurs événements marquants sont survenus dont, entre autres :
 - a. la démission du président et des membres du conseil d'administration;
 - b. la nomination d'un comité de crise;
 - c. la démission de la majorité des actionnaires (12 sur 16);
 - d. l'adoption d'un plan de redressement.
6. Bien que le plan de redressement fût largement exécuté, cette crise a fragilisé la structure financière de la Débitrice de même que les relations avec son prêteur.
7. Lors du renouvellement des crédits d'exploitation en janvier 2014, le prêteur exigea des garanties personnelles de la part des administrateurs en plus d'augmenter les critères de profitabilité associés à l'entente de crédit.
8. Au cours des premiers mois de l'année financière 2014, les résultats ont été inférieurs aux attentes par plus de 35 %, causant ainsi une crise de liquidité importante.
9. Au mois de mars 2014, la direction évalua les scénarios possibles dans les circonstances. Les scénarios considérés furent alors une cession des biens, une restructuration selon la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* et un désinvestissement stratégique. Comme l'entreprise ne pouvait rencontrer les critères financiers requis au maintien de ses facilités de crédit et que les administrateurs ne pouvaient garantir les obligations de l'entreprise, il a alors été décidé, en accord avec le prêteur, de procéder au désinvestissement stratégique. Une faillite ou une restructuration selon la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* aurait au minimum, réduit considérablement la valeur des biens, puisque ces derniers sont essentiellement constitués de contrats pour des services futurs.
10. Le 16 avril 2014, le créancier garanti de premier rang finançant l'exploitation de la société, signifiait à la Débitrice un avis d'intention de mettre à exécution ses garanties, conformément à l'article 244 (1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (« LFI »).
11. Afin de générer des liquidités, la Débitrice a mis en vente la division Formation alors que les activités divisions Psychologie, Optimisation et Recrutement ont cessées le, ou vers le, 25 avril 2014.

Vente de la division Formation

12. Le 11 avril 2014, quarante-deux (42) acheteurs potentiels ont été identifiés et une circulaire d'information préliminaire leur a été envoyée identifiant les biens à vendre et le processus à suivre. Les acheteurs potentiels représentent des industries œuvrant dans un domaine compatible avec celui de la Débitrice (Voir l'**Annexe A** pour la liste des acheteurs potentiels contactés ainsi qu'une copie de la circulaire d'information à l'**Annexe B**).
13. Le délai pour présenter une offre avait été fixé au 25 avril 2014.
14. Dix (10) acheteurs potentiels ont demandé et reçu une entente de confidentialité et neuf (9) d'entre eux ont signé le document en question. Ces parties intéressées ont donc eu accès à de l'information détaillée leur permettant de compléter une vérification diligente et formuler une offre.
15. Le 25 avril 2014, une (1) offre d'achat et deux (2) lettres d'intention ont été reçues par la Débitrice.
16. La Débitrice a refusé la totalité des offres et des lettres d'intention, car :

- a. l'offre était vague et incompréhensible;
 - b. les lettres d'intention comportaient une période supplémentaire de revue diligente et plusieurs conditions.
17. Suite à ce rejet, la Débitrice a invité deux (2) des parties intéressées à participer à un nouveau processus afin, soit de préciser leur offre ou soit de compléter les analyses requises afin de déposer une offre ferme accompagnée d'un dépôt, au plus tard le 7 mai 2014 à 15 heures.
 18. Le 7 mai 2014 à 15 heures, deux offres ont été déposées. Ces dernières respectaient les conditions fixées et étaient comparables.
 19. Dans les délais requis par l'offrant, la Débitrice a accepté l'offre d'achat la plus avantageuse soit celle de 8892482 Canada Inc. (l'« Acheteur »). Cette offre se résume en une somme de 500 000 \$ pour l'ensemble des actifs visés par l'appel d'offre (l'« Offre »).
 20. Le 14 mai 2014, afin de protéger la valeur de l'ensemble de ses actifs, la Débitrice a déposé un Avis d'intention de faire une proposition à ses créanciers (l'« Avis ») et Richter a accepté d'agir à titre de Syndic. Une copie de l'Avis a été déposée auprès du Séquestre Officiel le même jour. Richter a avisé par écrit chaque créancier connu et affecté, du dépôt de l'Avis dans les délais réglementaires. Cet envoi était accompagné, entre autres, de l'Avis et de la liste des créanciers, comme disponible au dossier de la Cour.
 21. Le 2 juin 2014, la Cour a approuvé la vente hors du cours normal des affaires selon les conditions visées par l'Offre et la transaction a été conclue en date du 13 juin 2014.
 22. Compte tenu que le produit de la vente était insuffisant pour acquitter intégralement le solde du créancier garanti de premier rang, la Débitrice a été dans l'impossibilité de déposer une proposition viable.
 23. Faute d'avoir déposé une proposition dans les délais prévus, la Débitrice est réputée avoir fait cession de ses biens le 16 juin 2014.

2. BILAN STATUTAIRE

Le tableau suivant résume le bilan statutaire de la Débitrice :

Passif

Créanciers garantis (valeur aux livres 781 193 \$)	612 346 \$
Créanciers privilégiés	45 984
Créanciers chirographaires	<u>885 090</u>
Total :	<u>1 543 420</u>

Actif

Stocks	NIL
Comptes clients (valeur aux livres 598 569 \$)	548 174
Autres actifs	<u>24 000</u>
Total :	<u>572 174</u>
Déficit :	<u>971 246 \$</u>

3. ACTIF (valeur nette aux livres)

Tous les éléments d'actif résiduels sont grevés en faveur de Caisse Desjardins du Complexe Desjardins (« Desjardins »), détentrice d'une créance garantie de 781 193 \$.

a) Stocks (0 \$)

Tous les stocks ont été vendus à l'Acheteur le 2 juin 2014.

b) Comptes clients (598 569 \$)

Les comptes clients seront perçus par l'Acheteur et remis régulièrement à Richter en tant qu'agent de Desjardins, le tout tel que convenu entre les parties.

c) Autres actifs (24 000 \$)

Les autres actifs sont constitués d'ameublement. Ces derniers ont une valeur de liquidation estimée à 24 000 \$ et sont grevés par les garanties détenues par Desjardins.

4. PASSIF

a) Créancier garanti

Desjardins est le créancier garanti de premier rang en vertu d'un hypothèque mobilière en date du 27 avril 2011 et publiée sous le numéro 11-0296520-0001 en date du 28 avril 2011 et grevant notamment l'universalité des créances présentes et à venir, dont les comptes clients, les contrats, les lettres de change, les valeurs mobilières et les dépôts au sens de la *Loi sur l'assurance-dépôt* ainsi que l'universalité des biens présents et à venir servant à l'exploitation de l'entreprise.

En date de la faillite, les livres et les registres de la Débitrice (non vérifiés) reflètent un montant dû à Desjardins à titre de créancier garanti d'environ 781 193 \$. Ce montant devra être ajusté à la hausse en fonction de sommes que le créancier garanti a accepté d'assumer dans le cadre de la vente des actifs de la Débitrice. Le syndic obtiendra une opinion légale sur la validité et l'opposabilité des garanties de Desjardins. Sur réception de l'opinion légale, le syndic en fera rapport aux inspecteurs à la faillite.

Selon les livres et registres (non vérifiés) de la Débitrice, aucune somme n'est due à des employés pour des salaires ou vacances impayés.

b) Créanciers privilégiés

Les livres et registres (non vérifiés) reflètent des montants dus aux créanciers privilégiés qui s'établissent à 45 984 \$. Cette somme ne reflète cependant pas les sommes qui pourraient être dues à d'anciens employés pour des préavis de licenciement qui n'auraient pas été versés.

Le Syndic n'a pas encore reçu suffisamment de preuves de réclamation pour valider ce montant.

c) Créanciers chirographaires

Les livres et registres (non vérifiés) reflètent des montants dus aux créanciers chirographaires qui s'établissent à 736 242 \$ (excluant la partie non garantie de la créance de Desjardins).

Le Syndic n'a pas encore reçu suffisamment de preuves de réclamation pour valider ce montant.

5. SOMMAIRE DE L'ADMINISTRATION PRÉLIMINAIRE

a) Livres et registres

Le Syndic a pris possession des livres et registres de la Débitrice pour références futures.

b) Mesures conservatoires et de protection

Le Syndic a changé les serrures aux deux locaux de la Débitrice. Les codes des systèmes de sécurité ont été changés et les compagnies d'alarme avisées.

c) Procédures judiciaires

Un avis de suspension de procédure a été émis pour une procédure entreprise à l'encontre de la Débitrice par un ancien actionnaire.

d) Biens d'autrui

Le Syndic n'a reçu qu'une seule réclamation de biens. Cette dernière vise des actifs vendus avant la date de la faillite. Aucune réclamation de biens pour des fiducies présumées n'a été reçue. Les livres et registres (non vérifiés) de la Débitrice ne reflètent aucune somme impayée à cet égard.

e) Transactions révisables et paiements préférentiels

Le Syndic procède actuellement à l'analyse des livres et dossiers de la Débitrice afin d'identifier des paiements qui pourraient être susceptibles d'avoir été de nature préférentielle et des transactions révisables. Le syndic présentera ses conclusions aux inspecteurs à la faillite. L'analyse préliminaire n'a cependant pas révélé de tels paiements.

6. Divers

Le Syndic avise les créanciers comme suit :

- Le Syndic a, durant les mois précédents, travaillé de très près avec la Débitrice et le créancier garanti en vue de la réorganisation de la Débitrice et dans le cadre du processus de vente des actifs.
- Richter a accepté d'agir à titre d'agent pour Desjardins afin de recevoir les sommes provenant de la collection des comptes à recevoir et de les verser à Desjardins à titre de créancier garanti de premier rang.
- Desjardins a donné au Syndic une garantie couvrant ses honoraires afin que le Syndic puisse administrer la faillite advenant le cas où l'actif de la faillite serait insuffisant pour couvrir lesdits honoraires et déboursés.

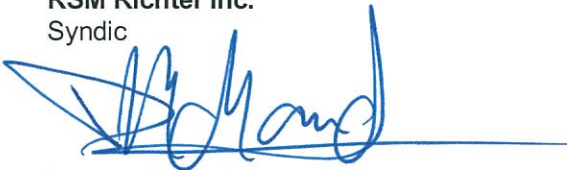
7. RÉALISATION ANTICIPÉE ET DISTRIBUTION PRÉVUE

Le Syndic confirme que la réalisation est insuffisante pour rembourser en entier les créances garanties et par conséquent, aucun dividende ne sera disponible pour les créanciers privilégiés et chirographaires.

FAIT À MONTRÉAL, ce 7^e jour de juillet 2014.

RSM Richter Inc.

Syndic



Par : Pierre Marchand, M.Sc, CPA, CMA, CIRP
Administrateur de la faillite

Annexe A

CFC Dolmen Inc.
 Liste d'acheteur potentiels
 au 16 avril 2014

Acheteurs potentiels	Taille	Région	Adresse	Site Web	Personne ressource
1 Actualisation	Petite	Québec (province)	4080, rue Wellington, suite 300 Montréal (Québec) H4G 1V4, Canada Téléphone: 514-284-2622	http://www.actualisation.com/fr/	Louis Fortin (président)
Addendum		Montréal	1816, boulevard des Laurentides Laval (Québec) H7M 2P6, Canada Téléphone: 450-667-6868	http://www.addendum.ca/	Fannie Pelletier (directrice générale)
3 Alain Boisvert	Petite	Montréal	810 Montcalm # 302 Montréal, Québec H2L 5G2, Canada Téléphone: 514-770-8238	http://www.alainboisvert.com/	Alain Boisvert
4 Alia Conseil		Québec	2960 Boulevard Laurier, suite 214 Québec (Québec) G1V 4S1, Canada Téléphone: 418-652-1737	http://www.aliaconseil.com/	Marie-Claude Fortier Catherine Privé Patrick Rivard
5 CIB Développement Organisationnel		Sud du Québec	514-328-1091	http://www.cib-ri.com/	Isabelle Bédard (présidente)
6 Cose	Moyenne	Montréal	2030 boul. Pie IX suite 214.2 Montréal (Québec) H1V 2C8, Canada Téléphone: 514-288-6811	http://www.cose.qc.ca/	M. Dolbec
7 DDI	Grosse	International	1225 Washington Pike Bridgeville, PA 15017-2838, United States Téléphone: 412-257-0600	http://www.ddiworld.com/	
8 Edu Performance		Montréal	7900, Boul. Taschereau Ouest, suite A-207 Brossard (Québec) J4X 1C2, Canada	http://www.edupformance.com/	André Goli
9 Formations Qualitemps		Montréal	32, Le Moyne Ouest Longueuil (Québec) J4H 1V3, Canada Téléphone: 450-928-1885	http://www.formations-qualitemps.ca/	René Louis Combois (Fondateur et directeur de Formations)
10 Groupe SVP	Grosse	International	70, rue des Rosiers Cedex Saint-Ouen, Ile-de-France 93585, France Téléphone: 33 1 47 87 11 11	http://www.svp.com/	Rios K. Mercier (Cafa)
11 Humania		Québec	1652 avenue Bourgogne, bureau 200 Chambly (Québec) J3L 1Y7, Canada	http://www.humaniaressourceshumaines.com/	Patrick Bernier

CFC Dolmen Inc.
 Liste d'acheteur potentiels
 au 16 avril 2014

Acheteurs potentiels	Taille	Région	Adresse	Site Web	Personne ressource
12 IC Formation	Moyenne	Québec (province)	485, rue McGill, bureau 500 Montréal (Québec) H2Y 2H4, Canada	http://www.icformation.com/	
13 Libera		Montréal	6500, autoroute transcanadienne #400 Pointe-Claire (Québec) H9R 0A5, Canada 514-426-6270	http://www.libera.rh.com/	Sophie Grenache Judith Paquin Stéphane Vincent
14 Mitra - Services aux entreprises inc.		Sud du Québec	54, rue Gagnon Victoriaville (Québec) G6P 6S2, Canada Téléphone : 819-357-2100	http://www.mitraservices.com/	Sylvie Michel (directrice générale)
15 Optimum Talent	Grosse	Canada	25 York Street, suite 1802 Toronto (Ontario) M5J 2V5, Canada Téléphone: 416-364-2605	http://www.optimumtalent.com/	Ronald Dahms ou Robert Potvin
16 P.A. Management International (Canada) Inc.	Grosse	International	2075 university Office 510, Montréal Québec, Canada Tel. 514-332-8050	http://www.caservicesconseils.com/	Dr. Nassim Avard (président)
17 Services conseils en management Groupe Pluridis	Petite	Sud du Québec	415 - 4115, rue Sherbrooke Ouest Westmount (Québec) H3Z 1K9, Canada Téléphone : 514-282-7663	http://www.pluridis.ca/	R. Huot (président)
18 Gestion Proxima Centauri inc.		Québec	825, boulevard Lebourgneuf Bureau 404, Québec (Québec) G2J 0B9, Canada Téléphone : 418-907-9624	http://www.gestionproximacentauri.com/	Emilie Trempe
19 Right Management	Grosse	International	1818 Market Street Thirty, 3ième étage Philadelphia, PA 19103, United States Téléphone: 215-988-1588	http://www.right.com/	
20 Solertia		Montréal	3333, boul. Graham, bureau 400 Montréal (Québec) H3R 3L5, Canada Téléphone : 514-227-8008	http://www.solertia.ca/	Frédéric Blanchette
21 Solutions & Cie		Montréal		http://www.solutionsandco.com/	
22 Technologia		Sud du Québec	440, René-Lévesque Blvd. West, 5th floor Montréal (Québec) H2Z 1V7, Canada Téléphone: 514-380-0380	http://www.technologia.com/	à l'attention du président

CFC Dolmen Inc.
 Liste d'acheteur potentiels
 au 16 avril 2014

	Acheteurs potentiels	Taille	Région	Adresse	Site Web	Personne ressource
23	Versalys	Petite	Sud du Québec	2075, rue University, 5ième étage Montreal (Québec) H3A 2L1, Canada Téléphone: 514-844-2300	http://www.versalys.com/	Ugo Dionne
24	VisiAction		Montréal	1250, Lombard Croissant, Suite 302, Mont-Royal (Québec) H3R 3E8, Canada Téléphone: 514-316-7304 poste 4	http://www.visiaction.com/	Normand Rivest
25	Stéphane Rivet		Montréal			Stéphane Rivet Daniel Anger Thierry Bériault Anne Cloutier
26	Mindcore		Montréal	3425 De La Pinière Terrebonne, Québec J6X 0A1 Téléphone: 450-416-3520	http://www.mindcore-conseil.com/	Jules Gilbert
Anciens actionnaires						
27	Josée De La Durantaye			6990, Avenue Barry Brossard (Québec) J4Z 1V1, Canada		Josée De La Durantaye
28	Chantal Boutin			1842, Borduas		Chantal Boutin
29	Michel Gendron			Ste-Julie (Québec) J3E 1B6, Canada		Michel Gendron
30	Jean-Luc Boudreau			203-601 rue Charpentier Bromont (Québec) J2L 3L7, Canada		Jean-Luc Boudreau
31	Roger Guimond			955, rue Grant Longueuil (Québec) J4H 3J8, Canada		Roger Guimond
32	Line Beaulieu			205-14, rue des Jardins-Mérici Québec (Québec) G1S 4Z6, Canada		Line Beaulieu
33	Ghislaine Clot			560 – 3550, Côte des Neiges Montréal (Québec) H3H 1V4, Canada		Ghislaine Clot

CFC Dolmen Inc.
 Liste d'acheteur potentiels
 au 16 avril 2014

	Acheteurs potentiels	Taille	Région	Adresse	Site Web	Personne ressource
34	Alain Dufault			2085, Avenue Lebrun Montréal (Québec) H1L 5C6, Canada		Alain Dufault
35	Yves Elkas			168, de l'Érablière Orford (Québec) J1X 6J8, Canada		Yves Elkas
36	Sylvie Plourde			907 - 20, Allée des Brises Verdun (Québec) H4G 3M5, Canada		Sylvie Plourde
37	François Berthiaume			641, rang des Quatorze St-Marc-sur-Richelieu (Québec) J0L 2E0, Canada		François Berthiaume
38	Olivier Culleret			870, rue Paré Brossard (Québec) J4W 1R7, Canada		Olivier Culleret
39	Godin Management		Québec	977, rue de la Ritournelle L'Ancienne-Loreite Québec (Québec) G2E 5S9, Canada Téléphone: 418-874-1001		Luc Godin
40	CBFC Conseils					Chantal Boutin
41	Daniel Dery					Daniel Dery
42	Catherine Simon					Catherine Simon

Annexe B

OCCASION D'ACQUISITION

DIVISION SPÉCIALISÉE EN FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Description des activités

- En affaires depuis plus de 50 ans, cette division (« Division ») d'une société nationale offrant différents services reliés aux ressources humaines tels que l'évaluation psychométrique et la recherche de cadres, se spécialise dans la conception et l'animation de formations et de programmes de développement des compétences. Les sessions de formation couvrent divers sujets relatifs à la gestion et aux ressources humaines.
- Les services offerts consistent en des programmes de formation de courte (1 ou 2 jours) ou de longue (plus de 2 jours) durée. Les formations peuvent être offertes en sessions publiques ou en sessions privées en entreprise.
 - Les sessions publiques sont disponibles à tous ceux qui s'y inscrivent via l'Internet.
 - Les principaux clients des formations privées comprennent, entre autres, des multinationales, des institutions financières ainsi que des organismes gouvernementaux situés surtout dans les régions de Montréal et Québec.

Principales considérations d'investissement

- **Réputation solide** : Avec plus de 50 ans d'expérience, la Division est reconnue sur le marché québécois pour la qualité de ses formations, ce qui lui a permis d'acquérir une solide renommée dans le milieu de la formation et du développement des compétences.
- **Structure d'activité flexible** : La Division est composée de 4 employés en production et 8 concepteurs/formateurs, en plus d'avoir à sa disposition jusqu'à 35 pigistes spécialisés afin d'offrir à la clientèle des formations novatrices et de qualité, tout en restant flexible afin de répondre adéquatement à la demande.
- **Liste de distribution importante** : La division possède un réseau de contacts pour ses formations publiques atteignant près de 20 000 adresses.
- **Important inventaire de formation disponible** : La Division possède à son actif une liste de formations de plus de 130 titres, dont près de 50 % sont également disponibles en anglais.
- **Clientèle diversifiée** : La Division sert au-delà de 100 clients corporatifs incluant des multinationales, des institutions financières ainsi que des organismes gouvernementaux dont les 10 plus importants représentent environ 63 % des ventes pour les 7 mois terminés le 31 mars 2014.

Aperçu financier

- Lors de l'année financière terminée le 31 août 2013, la Division a généré des revenus de 4,2 millions \$ et un BAIIA de 1,2 millions \$.
- Pour les 6 mois terminés le 28 février 2014, la Division a généré des revenus de 2,1 millions \$ et un BAIIA de 0,6 millions \$.
- La Division est dans le processus de compléter un mandat de près de 1,4 millions \$ (marge bénéficiaire de 50 %) qui sera facturé d'ici la fin du contrat.
- Parmi son inventaire de titres, la Division offre une formation d'une durée de 3 ans qui génère des revenus d'environ 390 K\$ sur cette période. Cette formation est offerte par la Division depuis maintenant 35 ans.

OCCASION D'ACQUISITION

DIVISION SPÉCIALISÉE EN FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

- Les revenus de la Division proviennent des sources suivantes de Formations publiques (30 %) et Formations en entreprises (70 %)

Processus de vente

La firme Richter Groupe Conseil Inc. (« Richter ») a été mandatée afin d'assister l'entreprise dans la mise en vente de la Division. Toutes communications et questions relatives à la mise en vente de la Division doivent être transmises aux représentants de Richter indiqués aux présentes. En aucun cas un membre du personnel de la Division ne doit être contacté, directement ou indirectement, sans l'approbation expresse de Richter.

Sur signature de l'entente de confidentialité ci-jointe, les acheteurs intéressés auront accès à une salle de documentation virtuelle contenant l'information nécessaire à leur analyse. Richter se réserve le droit de suspendre ou modifier le processus, de ne pas accepter l'offre la plus élevée et de rejeter tout offre sans l'obligation de divulguer les raisons.

Les offres d'achat conformes aux Termes et Conditions doivent être transmises à Richter au plus tard le 25 avril 2014 à 12 heures.

Mise en garde

Le présent document a été rédigé par Richter à partir d'information fournie par notre client (la « Société »). Ce document a été rédigé aux fins de discussions seulement. Il est transmis aux parties intéressées uniquement afin de les aider à déterminer si elles procéderont à une investigation conformément aux procédures établies par la Société. Le présent document ne contient pas toute l'information qui pourrait être nécessaire ou pertinente dans le cadre d'une évaluation de la transaction. De plus, les parties intéressées sont responsables d'exécuter leurs propres investigations et analyses.

Ce document n'a pas comme objectif un placement de titres et ne doit pas être retransmis ou copié sans l'autorisation préalable de la Société et de Richter.

Richter n'a vérifié de façon indépendante aucun élément de l'information contenue aux présentes. La Société et Richter ainsi que leurs sociétés affiliées et représentants respectifs ne font aucune déclaration, ne fournissent aucune garantie que ce soit, explicite ou implicite, quant à l'exactitude, à l'exhaustivité ou au caractère raisonnable de l'information contenue aux présentes.

**Toutes questions concernant
la mise en vente
doivent être transmises à**

Richter Groupe Conseil Inc.
1981, Avenue McGill College, 11^e étage
Montréal (Québec) H3A 0G6

Pierre Marchand
514.934.3521
pmarchand@richter.ca

Mickael Marchand
514.934.3400 - 4540
mickaelmarchand@richter.ca